



Numéro PPQ/

mardi 9 août 2016

Les grands titres:

- Alep : l'ONU demande au Conseil de sécurité d'aider à faciliter l'accès des organisations humanitaires
- Journée des peuples autochtones : l'ONU appelle à répondre à leurs besoins en matière d'éducation
- Réfugiés et migrants : la Conseillère spéciale Karen AbuZayd se félicite du consensus obtenu après 5 mois de négociations
- Yémen : l'UNICEF déplore les décès d'enfants dus au regain de violence
- Maldives : l'ONU appelle à maintenir le moratoire sur la peine de mort
- Somalie : Ban Ki-moon salue l'annonce du calendrier pour le processus électoral de 2016
- A Buenos Aires, Ban Ki-moon encourage les jeunes Argentins à s'impliquer dans les efforts pour un avenir durable
- Soudan : l'ONU se félicite de la signature par les groupes d'opposition d'un accord pour mettre fin aux conflits
- Nigéria : la FAO a besoin de 10 millions de dollars pour fournir une aide agricole dans le nord-est
- L'OMS note des progrès dans la lutte pour juguler l'épidémie de fièvre jaune en Angola et en RDC

Alep : l'ONU demande au Conseil de sécurité d'aider à faciliter l'accès des organisations humanitaires



Des enfants déplacés par le conflit ont trouvé refuge dans un campement de fortune dans l'ouest d'Alep, en Syrie.
Photo UNICEF/Khuder Al-Issa

9 août - Alors que les combats continuent à Alep, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a dénoncé une nouvelle fois mardi devant le Conseil de sécurité « l'horrible situation humanitaire » dans la deuxième ville de Syrie.

« J'ai dit au Conseil que nous devons tous être gravement préoccupés par la sécurité, la santé et la protection de ces civils terrifiés. Ils comptent sur nous pour leur fournir de l'aide et mettre fin à leurs souffrances », a déclaré M. O'Brien lors d'un point presse à l'issue de ces consultations avec le Conseil New York.

Le Secrétaire général adjoint a indiqué au Conseil que les hôpitaux et cliniques continuaient d'être pris pour cibles, ce qui « compromet la santé et le bien-être de tous les citoyens ».

A Genève, le porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tarik Jasarevic, a précisé que, selon les autorités sanitaires locales de l'Est d'Alep, huit hôpitaux sur dix ainsi que 13 centres de soins sur 28 fonctionnent de façon partielle ou sont complètement hors service suite aux combats. « Pour chaque médecin tué ou parti, au moins 40 Syriens sont privés de soins médicaux chaque jour », a-t-il ajouté.

Les attaques à Alep cette semaine ont également gravement endommagé les infrastructures de la ville, laissant plus de deux millions d'habitants sans électricité et sans eau. « L'alimentation en eau disponible à travers les puits et les réservoirs n'est pas suffisante pour subvenir aux besoins de la population. Les réseaux d'eau doivent être immédiatement réparés », a dit M. O'Brien.



« Le rétablissement de l'alimentation en eau propre ne peut attendre la fin des combats », a déclaré de son côté la représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Syrie, Hanaa Singer, soulignant que « la vie des enfants est sérieusement en danger ».

Stephen O'Brien a également rappelé au Conseil de sécurité que les agences des Nations Unies et leurs partenaires restent prêts à aider la population civile à Alep à tout moment. « Nous avons du ravitaillement prêt à être transporté : des rations alimentaires, des fournitures pour les hôpitaux, des ambulances, du carburant pour les générateurs, de l'approvisionnement en eau et plus encore. Nous allons continuer à utiliser tous les itinéraires et les mécanismes disponibles pour le faire, y compris les opérations à travers les lignes de démarcation et transfrontalières depuis la Turquie. Nous pouvons livrer en 24-48 heures si nous disposons d'un accès en toute sécurité », a-t-il précisé.

Répétant la nécessité d'un cessez-le-feu à part entière ou de trêves humanitaires hebdomadaires de 48 heures minimum, Stephen O'Brien a demandé une fois de plus aux membres du Conseil de faire tout leur possible pour aider à faciliter l'accès des organisations humanitaires à Alep.

« La politique doit être mise de côté. Nous devons faire notre devoir en tant qu'êtres humains, grâce au privilège que nous avons de servir les gens sous le drapeau des Nations Unies, pour aider tous ceux qui sont maintenant dans une situation désespérée », a-t-il encore dit.

Journée des peuples autochtones : l'ONU appelle à répondre à leurs besoins en matière d'éducation



Des enfants Wayuu dans le village de Pessuapa, en Colombie. Photo ONU/Gill Fickling

9 août - A l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones célébrée chaque année le 9 août, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité les gouvernements à remédier aux problèmes d'accès à une éducation de qualité des autochtones conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Les peuples autochtones se heurtent à toute une série de problèmes, notamment une discrimination systématique, un déni de leurs droits aux terres et aux territoires et un accès lacunaire aux services essentiels. Leur identité culturelle est régulièrement stigmatisée, tandis que leur patrimoine et leurs valeurs sont peu respectés et mal reconnus, y compris dans les manuels d'enseignement et autres outils pédagogiques. Leur marginalisation est

souvent aggravée par des barrières linguistiques : l'enseignement, qui se fait principalement dans la langue nationale, ne prévoit guère ou pas d'instruction en langues autochtones et ne reconnaît pas ces langues », a dit M. Ban dans un message.

« Cette situation est inacceptable : jamais nous n'atteindrons les objectifs de développement durable si nous ne parvenons pas à répondre aux besoins des peuples autochtones en matière d'éducation », a déclaré le Secrétaire général qui a rappelé les progrès accomplis dans la défense des droits des autochtones ces dernières décennies ainsi que les rôles majeurs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et des trois mécanismes spécifiquement consacrés à leur cause – l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.

« En cette Journée internationale des peuples autochtones, j'invite les gouvernements, partout dans le monde, à s'inspirer des orientations de ce cadre international pour améliorer l'accès des autochtones à l'éducation et pour prendre en compte leur vécu et leur culture dans les lieux d'apprentissage », a-t-il ajouté.

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a également souligné dans un message que les peuples autochtones sont les gardiens d'une riche diversité culturelle et possèdent une connaissance unique des modes d'existence durables et du respect de la biodiversité. « Pour entretenir et exploiter ce potentiel, nous devons garantir à tous une éducation inclusive, équitable et de qualité », a ajouté Mme Bokova.

Des autochtones disposant d'une éducation de qualité sont plus susceptibles de mieux réussir dans leurs vies professionnelles, a rappelé l'Organisation internationale du travail (OIT). « Grâce à l'accès à un travail décent, des millions de femmes et d'hommes autochtones dans le monde deviendront des acteurs du changement. Ils pourront non seulement

assurer leur subsistance et subvenir à leurs besoins, mais aussi préserver leurs ressources naturelles », a dit le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

Selon Ban Ki-moon, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté l'an dernier par les dirigeants du monde, repose sur le principe visant à ne pas faire de laissés-pour-compte dans l'édification d'un monde de paix et de dignité, de chances et de prospérité ».

« Engageons-nous à faire en sorte que les peuples autochtones ne soient pas les laissés-pour-compte de notre action en faveur des objectifs de développement durable », a-t-il conclu dans son message.

Réfugiés et migrants : la Conseillère spéciale Karen AbuZayd se félicite du consensus obtenu après 5 mois de négociations



La Conseillère spéciale des Nations Unies pour le Sommet sur la réponse aux vastes mouvements de réfugiés et de migrants, Karen AbuZayd, en mai 2016. Photo : Centre d'actualités de l'ONU / Stéphanie Coutrix

9 août - La Conseillère spéciale des Nations Unies pour le Sommet sur la réponse aux vastes mouvements de réfugiés et de migrants, Karen AbuZayd, s'est félicitée du consensus auquel sont arrivés les 193 Etats membres après cinq mois de négociations dans la perspective du sommet prévu en septembre à New York.

La semaine dernière, les Etats membres se sont mis d'accord sur un projet de déclaration politique sur la question des réfugiés et des migrants qui sera adopté par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet des Nations Unies consacré à cette question le 19 septembre prochain.

Cette déclaration politique comprend une réaffirmation des principes fondamentaux du droit international des réfugiés et du partage des responsabilités pour venir en aide aux réfugiés. Elle doit permettre de développer de façon plus coordonnée - et plus équitable - les réponses globales aux futurs mouvements de réfugiés à grande échelle, ainsi qu'aux situations de réfugiés prolongées existantes.

Le Centre d'actualités de l'ONU a rencontré cette semaine Karen AbuZayd pour discuter de l'aboutissement des négociations et du prochain sommet en septembre.

Le Centre d'actualités de l'ONU : Quelle est votre réaction au document final?

Karen AbuZayd : Je suis très heureuse de ce document final. Comme vous le savez, il est le résultat d'un consensus auquel sont arrivés les 193 Etats membres sous la direction des co-facilitateurs, les ambassadeurs d'Irlande et de la Jordanie. Les co-facilitateurs ont fait un travail fantastique en ayant réuni les 193 Etats pour qu'ils disent ce qu'ils ont dit et qu'ils offrent des choses aux réfugiés et aux migrants, ainsi qu'aux pays d'accueil [...], beaucoup de nouvelles choses qui feront une grande différence.

Le Centre d'actualités de l'ONU : Quelles sont vos réflexions sur les critiques selon lesquelles ce document est faible et qu'il pourrait avoir été plus fort ?

Karen AbuZayd : Je pense, bien sûr, qu'il aurait pu être plus fort. Notre document, qui a été utilisé pour élaborer ce document final, avait probablement d'autres recommandations que nous aurions aimé voir, mais dans l'ensemble, ce que nous avons réalisé est tout à fait extraordinaire et le document final apporte beaucoup de choses.

Je ne sais pas pourquoi on lui reproche de ne pas être assez fort. Il y a certaines choses qui ne sont pas là et qui auraient pu l'être, mais tous les engagements qui sont là utilisent des mots très forts qui ont été acceptés par les États membres, dans leur ensemble, par consensus, [et] qu'ils sont déterminés à respecter. Les Etats reconnaissent des choses, ils disent qu'ils vont faire des choses et beaucoup ont aussi l'intention de le faire. Dans l'ensemble, ils ont convenu d'un certain nombre de nouvelles mesures qu'ils vont prendre en faveur des réfugiés et des migrants. Nous devrions être heureux de ce résultat.

Le Centre d'actualités de l'ONU : Quelle est votre opinion sur le fait que les recommandations du Secrétaire général sur la réinstallation de 10% des réfugiés n'ont pas été incluses?

Karen AbuZayd : Je voudrais que les gens replacent cela dans le contexte. En 2015, par exemple, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a soumis les noms de 135.000 réfugiés pour une réinstallation. Le HCR a dit ce qu'il aimerait faire et nous avons mis dans le document l'objectif de réinstaller 10% des réfugiés chaque année. Il y a 21 millions de réfugiés cette année. Cela veut dire qu'il y a 2 millions de réfugiés à réinstaller. C'est quelque chose de difficile, même logistiquement, à faire accepter par les pays. Ce qu'il y a dans le document c'est le chiffre de 1,09 million de réfugiés à réinstaller. Un million de réfugiés, c'est la moitié de ce que nous avons dit, mais c'est neuf fois plus que les 135.000 qui pouvaient être réinstallés l'année dernière. Je pense que nous devrions être très heureux que ce chiffre élevé se trouve dans le document.

Le Centre d'actualités de l'ONU : Comment ce document peut alimenter le sommet en septembre?

Karen AbuZayd : C'est une base pour les discussions. Et puisque les 193 États l'ont accepté, cela signifie que les engagements qui sont là, qu'ils ont dit qu'ils veulent réaliser, seront ce qui sortira du sommet en septembre.

Je voudrais que tout le monde regarde le côté positif. Si nous commençons à dire que le document est faible, qu'il est vide de sens, - ce qui n'est pas vrai il y a des choses très fortes dedans, et il est certainement significatif. Pour n'importe quel réfugié ou enfant réfugié, en particulier, il y a tellement de nouvelles choses : se débarrasser des camps de réfugiés; mettre les enfants réfugiés à l'école quand ils arrivent à leur destination; avoir une meilleure réception aux frontières; travailler ensemble à l'échelle mondiale et collectivement pour impliquer immédiatement les institutions financières internationales; pour le HCR de concevoir un plan sur chaque vague majeure de réfugiés; et avoir un processus qui va commencer immédiatement pour obtenir un pacte mondial pour les migrants.

Yémen : l'UNICEF déplore les décès d'enfants dus au regain de violence



9 août - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a déploré mardi les décès d'enfants causés par la nouvelle escalade de violence qui a touché le Yémen ces derniers jours.

Quatre enfants auraient été tués et trois autres ont été blessés dimanche 7 août dans le district de Nihm, à l'est de Sanaa, la capitale du Yémen, a précisé l'UNICEF dans un communiqué de presse.

Une jeune Yéménite Amal regarde sa maison détruite à Sanaa, au Yémen, après avoir été frappée par un tir en avril 2015. Photo UNICEF/Ahmed Jahaf

« Nous déplorons ces actes et exhortons toutes les parties à faire preuve d'une prudence maximale et à éviter les infrastructures civiles », a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Yémen, Julien Harneis. « L'UNICEF exhorte toutes les parties au conflit au Yémen à respecter le droit international humanitaire et à mettre les enfants hors de danger ».

« Les enfants paient le prix le plus lourd du conflit », a-t-il ajouté. « Depuis l'escalade du conflit en mars 2015, l'UNICEF a pu recenser 1.121 enfants tués et 1.650 autres blessés ». Selon lui, les chiffres réels sont susceptibles d'être beaucoup plus élevés.

Après près de 16 mois de conflit, une cessation des hostilités avait été annoncée le 10 avril 2016 et des pourparlers de paix avaient été entamés.

Samedi, l'Envoyé spécial des Nations Unies Ismail Ould Cheikh Ahmed a annoncé que ces pourparlers de paix, qui se sont déroulés pendant trois mois au Koweït, allaient être suspendus pendant un mois.

Maldives : l'ONU appelle à maintenir le moratoire sur la peine de mort



Photo ONU/Martine Perret

9 août - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé mardi le gouvernement des Maldives à s'abstenir de procéder aux exécutions de condamnés à mort qui sont prévues et à respecter le moratoire de facto sur la peine de mort qui est en place depuis 1954.

« Les Maldives ont longtemps fourni un leadership important en matière d'efforts mondiaux pour mettre fin à l'utilisation de la peine de mort et il est profondément regrettable qu'une série de mesures aient été prises pour reprendre les exécutions dans le pays », a déclaré M. Zeid, dans un communiqué de presse.

Selon le Haut-Commissaire, depuis novembre de l'année dernière, il y a eu plusieurs développements inquiétants sur la question de la peine de mort aux Maldives. Le 30 novembre 2015, la Haute Cour a mis fin à la pratique de commuer les condamnations à mort en détention à perpétuité en jugeant que le Président ne pouvait plus exercer ce pouvoir pour le crime de meurtre intentionnel si tous les héritiers de la victime exigent la peine de mort.

La réglementation en matière de peine de mort a également été modifiée et la pendaison a été ajoutée à l'injection létale comme méthode d'exécution.

« La peine de mort n'est pas efficace pour prévenir la criminalité. La vengeance ne doit jamais être confondue avec la justice, et la peine de mort ne sert qu'à aggraver l'injustice », a souligné M. Zeid.

Il y a actuellement 17 personnes condamnées à mort aux Maldives, dont certains cas qui posent de graves inquiétudes en matière de procédure équitable. Trois individus risquent une exécution imminente.

« Depuis plus de 60 ans, les Maldives ont confirmé le droit à la vie, même pour les personnes condamnées pour des crimes graves. J'appelle les dirigeants et le peuple des Maldives à continuer de maintenir le moratoire sur la peine de mort et à s'efforcer d'interdire totalement cette pratique », a ajouté M. Zeid.

Somalie : Ban Ki-moon salue l'annonce du calendrier pour le processus électoral de 2016



Une rue de Mogadiscio, la capitale somalienne. Photo : UA-ONU/Stuart Price

9 août - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué mardi l'annonce du calendrier pour le processus électoral de 2016 publié par l'Équipe fédérale somalienne pour la mise en œuvre des élections indirectes (FIEIT).

Cette décision, qui a été approuvée par le Forum national du leadership (NLF) de la Somalie, enclenche le processus destiné à choisir un nouveau Parlement fédéral entre le 24 septembre à 10 octobre et un nouveau Président d'ici le 30 octobre.

Le Secrétaire général rappelle que « le processus électoral 2016 est une étape importante vers la démocratie », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général espère que le calendrier convenu sera respecté, et appelle toutes les parties à éviter toute action qui pourrait occasionner plus de retard », a ajouté le porte-parole. « À cet égard, il se félicite de l'engagement du Forum national du leadership à assurer la transition vers un système multipartite en 2018, avant les élections en 2020 ».

Le Secrétaire général a souligné qu'il est important que le processus électoral soit mené de manière transparente, crédible et

inclusive, et dans un climat qui respecte les droits humains et les libertés fondamentales.

Par ailleurs, M. Ban s'est félicité de l'engagement renouvelé du NLF à garantir que le tiers des sièges parlementaires soit réservé aux femmes candidates. Selon lui, il s'agit d'un symbole important de progrès du pays vers une gouvernance politique inclusive qui permettra à tous les Somaliens de profiter des avantages de la paix.

A Buenos Aires, Ban Ki-moon encourage les jeunes Argentins à s'impliquer dans les efforts pour un avenir durable



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, rencontre des jeunes Argentins et des représentants de la société civile à Buenos Aires. Photo ONU/Mark Garten

9 août - Lors de sa visite en Argentine, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré mardi à Buenos Aires des jeunes Argentins et des représentants de la société civile qu'il a encouragés à s'impliquer dans les efforts pour mettre en œuvre un développement durable.

« Nous avons maintenant un programme ambitieux et réalisable pour mettre fin à la pauvreté dans le monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a dit M. Ban lors de cette rencontre.

« Les groupes de jeunes et de la société civile ont contribué à pousser les gouvernements à adopter les objectifs de développement durable (ODD). Maintenant, je vous demande de faire en sorte que ces dirigeants tiennent leurs promesses. Des pays ont déjà commencé à faire de ces objectifs une réalité », a-t-il ajouté.

« Vous n'êtes pas seulement les bénéficiaires des ODD, vous en êtes les propriétaires. C'est votre programme pour la justice sociale, la protection de l'environnement et le progrès économique. Il y a 169 cibles dans les ODD, et 65 d'entre elles font référence aux jeunes. Impliquez-vous. Exprimez-vous », a encore dit le Secrétaire général à l'adresse des jeunes Argentins. « L'ancienne génération a réalisé quelques progrès, mais de nombreux dirigeants n'ont pas réussi à fournir aux gens ce qu'ils méritent ».

Mardi, le Secrétaire général a également assisté à la signature d'un accord entre la ville de Buenos Aires et le gouvernement fédéral argentin sur la mise en œuvre du Programme 2030 et des Objectifs de développement durable au niveau municipal. Buenos Aires est la première ville en Argentine à signer un tel accord.

Soudan : l'ONU se félicite de la signature par les groupes d'opposition d'un accord pour mettre fin aux conflits



9 août - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité mardi de la signature, le 8 août, par les groupes d'opposition soudanais, de l'Accord de feuille de route pour mettre fin aux conflits au Soudan.

L'accord a été proposé par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine (AUHIP) et a été signé par le gouvernement du Soudan le 21 mars 2016, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général est encouragé par cette avancée importante vers la fin de la guerre et la résolution des crises au Soudan », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a appelé toutes les parties soudanaises à maintenir cet élan positif et les a exhortées à arriver à un accord sur la cessation des hostilités, l'accès humanitaire aux zones touchées par le conflit et le processus pour parvenir à un règlement politique définitif par le biais d'un dialogue national inclusif

Nigéria : la FAO a besoin de 10 millions de dollars pour fournir une aide agricole dans le nord-est



Un dépistage nutritionnel pour les enfants du camp de déplacés de Dalori, dans la ville de Maiduguri, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigéria. Photo: UNICEF / Esiebo

9 août - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré mardi avoir besoin de 10 millions de dollars pour apporter un soutien agricole et renforcer les moyens d'existence de 385.000 personnes dans le nord-est du Nigéria, où l'insécurité alimentaire est un phénomène généralisé.

Selon la FAO, la reprise des activités agricoles dans ces zones est primordiale pour que les populations soient en mesure de produire suffisamment pour se nourrir. Cela inclue notamment les déplacés internes dus aux conflits ainsi que les communautés qui les accueillent.

« Ces populations ont besoin d'une aide urgente pour rétablir leurs moyens d'existence, qui dépendent principalement de la production agricole, de la pêche artisanale, de l'aquaculture et de la production animale. Ces trois à quatre dernières années, cela n'était pas possible à cause des conflits », a déclaré le Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO pour l'Afrique, Bukar Tijani.

Plus de 3 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans les Etats de Borno, de Yobe et d'Adamawa.

La FAO a mis en place un plan d'intervention à grande échelle pour faire face à la crise en cours et a besoin de toute urgence de 10 millions de dollars pour fournir des semences, des engrais et de l'équipement d'irrigation à l'approche de la saison sèche. Parallèlement, la FAO prépare également une intervention pour la principale campagne agricole qui requiert beaucoup plus de ressources.

« Cette année, l'aide humanitaire a pu de nouveau accéder à certains territoires auparavant entre les mains de Boko Haram, il s'agit donc d'une occasion unique de lutter contre les niveaux alarmants d'insécurité alimentaire qui sévissent dans le nord-est du Nigeria », a déclaré le Coordonnateur des opérations d'urgence de la FAO au Nigéria, Tim Vaessen.

« Avec les financements reçus jusqu'à présent, la FAO a réussi à améliorer la sécurité alimentaire de plus de 123.000 personnes en leur permettant de cultiver pendant la saison des pluies. Si cette aide est bel et bien essentielle, elle n'atteint qu'une infime partie des populations qui sont dans le besoin et la FAO cherche maintenant des financements afin de soutenir la production de cultures irriguées, la reconstitution des cheptels et les mesures visant à améliorer la santé des animaux en luttant notamment contre les maladies et en fournissant des aliments complémentaires dans les zones fraîchement libérées », a-t-il ajouté.

Les combats dans le nord-est du Nigéria ont réduit à néant trois campagnes de semis consécutives. De plus, les afflux massifs de populations ayant échappé aux attaques répétées de Boko Haram ont mis une pression extrême sur les communautés d'accueil, déjà pauvres et vulnérables. Leurs moyens d'existences agricoles et pastorales se sont davantage fragilisés, aggravant la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, déjà caractérisée par une certaine précarité.

Ne pas relancer l'économie rurale risquerait de leur porter grandement préjudice avec un manque d'opportunités professionnelles et surtout le risque de radicalisation de la jeunesse puis d'enrôlement dans des groupes armés, conduisant ainsi à des troubles civils, a averti la FAO. A l'inverse, relancer la production agricole dans les zones fraîchement accessibles encouragera les populations de déplacés à rentrer chez eux tout en contribuant à améliorer leur santé et leur nutrition.

Dans le nord-est du Nigéria, la FAO a fourni des kits agricoles aux communautés d'accueil, aux populations vulnérables et aux déplacés internes qui bénéficient d'un accès à la terre. Les kits incluent des variétés améliorées de millet, sorgho et niébés, une légumineuse hautement nutritive et adaptée localement, et des engrais permettant aux bénéficiaires de cultiver

pendant la saison des pluies. La récolte devrait commencer d'ici la fin du mois de septembre et leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires pendant au moins 10 mois.

L'OMS note des progrès dans la lutte pour juguler l'épidémie de fièvre jaune en Angola et en RDC



Des patients de tous âges sont traités pour des cas de fièvre jaune dans l'hôpital de Kapalanga dans la province de Luanda, en Angola. Photo OMS/D. Lourenco communiqué de presse.

9 août - L'épidémie de fièvre jaune en Angola, signalée pour la première fois fin janvier 2016, semble sur le déclin avec aucun nouveau cas confirmé au cours des six dernières semaines, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'OMS et ses partenaires continuent toutefois d'apporter leur aide à l'Angola, ainsi qu'à la République démocratique du Congo (RDC), pour juguler cette flambée épidémique.

Plus de 17 millions de personnes supplémentaires devraient être vaccinées lors des campagnes de masse qui sont prévues dans les deux pays avant le début de la saison des pluies, en septembre dans cette partie de l'Afrique, a précisé l'agence onusienne dans un

Les flambées de fièvre jaune en Angola et en RDC ont posé des difficultés particulières aux ministères de la santé et aux partenaires de la riposte, parmi lesquels l'OMS. C'est en effet la première fois que les partenaires ont dû gérer une épidémie d'une telle ampleur en milieu urbain densément peuplé.

Comme la fièvre jaune est endémique à la fois en Angola et en RDC, des cas sporadiques se sont produits simultanément dans des zones rurales isolées, ajoutant aux problèmes logistiques déjà rencontrés, comme de veiller à ce que les populations des zones difficilement accessibles aient accès à la vaccination et de créer les infrastructures nécessaires pour conserver les vaccins à la bonne température jusqu'à ce qu'ils soient administrés.

Dans le monde, la fièvre jaune est endémique dans plus de 42 pays qui connaissent régulièrement des flambées. Toutefois, la transmission en 2016 a pris un caractère explosif et a rapidement épuisé la réserve mondiale d'urgence, habituellement de six millions de doses.

« Cette recrudescence des cas de fièvre jaune est probablement due à la sévérité inhabituelle du phénomène El Niño, qui a entraîné une densité plus forte que de coutume des moustiques responsables de la transmission », estime l'OMS.

Toutefois, la collaboration des partenaires a permis aux pays affectés d'obtenir près de 19 millions de doses de vaccin anti-amaril depuis janvier. Cela représente le triple des quantités normalement prévues pour les flambées sur une période de 12 mois.

La coordination des partenaires a permis de garantir la riposte en temps utile, avec le premier envoi de vaccins en Angola dans les cinq jours suivant la demande faite par le pays. Jusqu'à présent, plus de 16 millions de personnes ont été vaccinées en Angola et en République démocratique du Congo.